La Banque africaine de développement et le secteur des plantations d'arbres

En juin 2019, un rapport de la BAD et du WWF Kenya a lancé un appel aux agences de financement du développement, principalement européennes, et à la Banque mondiale, pour qu'elles fournissent une aide financière à un nouveau fonds destiné à financer 100 000 hectares de (nouvelles) plantations d'arbres, afin de soutenir le développement potentiel de 500 000 hectares de plantations en Afrique orientale et australe.

En juin 2019, le rapport « Towards Large-Scale Commercial Investment in African Forestry » (1) a lancé un appel aux agences de financement du développement, principalement européennes, et à la Banque mondiale, pour qu'elles apportent une aide financière à un nouveau fonds destiné à financer 100 000 hectares de (nouvelles) plantations industrielles d'arbres, afin de soutenir le développement potentiel de 500 000 hectares en Afrique orientale et australe. Cet argent, selon le rapport, jouerait un rôle crucial pour que les investisseurs privés puissent générer des profits à partir des plantations. Le siège du nouveau fonds serait basé dans le paradis fiscal de l'île Maurice**.**

La Banque africaine de développement (BAD) et le WWF Kenya ont publié ce rapport avec le financement des Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale. L'objectif du rapport est d'aider la BAD « à évaluer et à concevoir des modèles alternatifs de financement privé pour la foresterie commerciale en Afrique en vue d'établir, ou d'aider à établir, un mécanisme d'investissement spécialisé pour les plantations forestières commerciales ». Le rapport déclare que les **agences de développement de la Finlande, de la Suède, de la Norvège, du Danemark, de l'Islande, du Royaume-Uni et des Pays-Bas** sont intéressées.

En bref, le rapport fait l'éloge des plantations industrielles en monoculture. Il répète, sans fournir aucune preuve, la plupart des arguments trompeurs que les sociétés de plantations utilisent dans leur propagande pour dissimuler les impacts de cette industrie dévastatrice. Le rapport s'attache à décrire les instruments financiers possibles qui permettraient d'attirer les entreprises dans cette région et de rentabiliser au mieux leurs investissements.

Le rapport identifie « des projets facilement accessibles ayant le potentiel de créer près de 500 000 ha de *nouvelles forêts* (sic) sur environ 1 million d'hectares, sans compter les zones que les entreprises et les promoteurs existants prévoient déjà d'utiliser pour leur propre expansion. Ce chiffre ne prend également pas en compte « les projets hypothétiques ou à un stade précoce »*(italiques ajoutés).* Le rapport identifie en particulier des « terres de plantation viables » dans dix pays : Angola, Ghana, Mozambique, Malawi, Ouganda, République du Congo, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le rapport affirme en outre que « l'Afrique pourrait être bien placée pour avoir le potentiel de reboisement le plus rentable du monde ». Et, ensuite, il explique les schémas d'investissement possibles qui pourraient permettre un alignement des objectifs des entreprises commerciales et des objectifs de reboisement (à partir de cibles climatiques ou volontaires) et, ainsi, de générer plus de profits pour les actionnaires.

Aucune des pages du rapport ne mentionne cependant, même indirectement, la masse impressionnante d'informations qui met en évidence les nombreux impacts négatifs des plantations industrielles pour les communautés et leur environnement. Les auteurs du rapport ont choisi d'ignorer les dommages causés par les sociétés de plantations, parmi lesquels la destruction des forêts et des savanes ; l'érosion des sols ; la contamination et l'assèchement des ressources d'eau ; les violences généralisées infligées aux communautés, parmi lesquelles la restriction des déplacements, la criminalisation en cas de résistance, les abus, le harcèlement et les violences sexuelles, en particulier envers les femmes et les filles ; la destruction des moyens de subsistance et de la souveraineté alimentaire, la destruction du tissu culturel, spirituel et social au sein des communautés voisines et entre elles ; le faible nombre d'emplois, précaires et dangereux ; le non-respect des projets « sociaux » ou des promesses faites aux communautés, la destruction des modes de vie, l'augmentation du nombre de cas de VIH/SIDA... et la liste est encore longue.

Face à cela, le 21 septembre 2020, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture, 121 organisations de 47 pays et 730 membres de différentes communautés rurales du Mozambique qui sont confrontées à des sociétés de plantations d'arbres industrielles, ont diffusé une lettre ouverte pour demander l'abandon immédiat de tout programme de reboisement basé sur les grandes plantations en monoculture. (2)

Le rapport se vante néanmoins d'avoir eu recours à un « exercice de consultation au niveau de l'ensemble du secteur ». Pour les auteurs, *le secteur* comprend « des participants du secteur, qu'il s'agisse d'investisseurs, d'acteurs industriels, d'organisations non gouvernementales (ONG) ou de gestionnaires de fonds forestiers [...]. Pour enrichir et recouper encore les contributions à l'étude, l'équipe a également participé à trois événements de l'industrie forestière et a consulté un large éventail de contacts personnels dans le secteur. » Le rapport mentionne également les consultations effectuées auprès d'institutions et agences de financement du développement ainsi que de sociétés pétrolières et d'autres sociétés industrielles. Il est cependant clair que les communautés vivant sur ou autour des quelque 500 000 hectares de terres identifiées comme devant être transformées en monocultures industrielles, ne sont pas considérées comme faisant partie du *secteur*. Les nombreuses communautés et groupes qui résistent depuis des décennies aux plantations dans les pays que le rapport utilise comme exemples (la Tanzanie, le Mozambique, le Ghana et le Brésil), n'ont pas non plus été pris en compte. (3)

En outre, selon le rapport, l'ONG Conservation International a confirmé « qu'elle voit un potentiel dans l'association de grandes entreprises mondiales avec le secteur forestier ». Il mentionne en outre le WWF et The Nature Conservancy – à savoir la même catégorie d'ONG principalement concernées par la promotion de programmes et de politiques qui sont alignés sur les intérêts des entreprises – comme un moyen facile de conserver leurs financements, projets et investissements.

L'orientation purement financière de ce rapport, qui est axée sur la manière de réaliser le plus de profits possible, ne devrait cependant pas surprendre. Il a été préparé par une société appelée Acacia Sustainable Business Advisors (4), qui a été créée par Martin Poulsen, un banquier du développement qui intervient dans la création de fonds de capital-investissement, notamment en Afrique. Les fonds de capital-investissement investissent dans les actions de différentes entreprises. Le gestionnaire du fonds essaie d'offrir de gros rendements en répartissant ses investissements entre des entreprises de différents secteurs. (5) L'un des co-auteurs du rapport est Mads Asprem, l'ex-directeur de Green Resources, une société norvégienne de plantation d'arbres et de compensation carbone. Les plantations d'arbres de Green Resources au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda ont entraîné l'accaparement de terres, des expulsions, la perte de moyens de subsistance et une aggravation de la faim dans les communautés locales. (6)

Le rapport montre également les réponses que les investisseurs pourraient apporter aux « obstacles » potentiels. Une des « barrières structurelles » identifiées est appelée « relations avec les parties prenantes », un concept très vague qui semble être lié à d'éventuels conflits avec les communautés vivant dans ou autour des projets de plantation. Le terme « conflits » n'est toutefois pas mentionné une seule fois dans l'ensemble du rapport. La réponse recommandée à cet « obstacle » est la suivante : « Utiliser le profil de « courtier honnête » de la BAD ou d'une autre BMD [Banque multilatérale de développement] pour réunir les parties prenantes ». Il semble donc que la stratégie consiste à utiliser les banques de développement pour faire croire aux communautés que le projet a l'intention d'améliorer (« développer ») la vie des gens. Un autre « obstacle structurel » identifié dans le rapport est celui des « défis liés au régime foncier », auquel il est recommandé de répondre en « suivant les meilleures pratiques du FSC et d'autres ». Cette recommandation est bien entendu formulée malgré la grande quantité d'informations qui montrent comment, dans la pratique, le label FSC certifie comme « durables » des plantations industrielles d'arbres qui détruisent les moyens de subsistance des populations.

Quand les programmes de lutte contre le changement climatique et de développement se mêlent pour générer des profits

Il est intéressant de souligner la manière dont le rapport utilise les Objectifs de développement durable (ODD) et le besoin d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans la région africaine pour promouvoir l'expansion des plantations industrielles. Il va jusqu'à conclure que « l'affectation de ressources financières à ces efforts [le reboisement dans le cadre des ODD] relève du mandat des organisations internationales de développement et des fonds spéciaux pour le climat ».

Le rapport indique également que « les entretiens préliminaires ont permis de constater que certaines compagnies pétrolières forment déjà des alliances avec des sociétés d'investissement dans la foresterie durable ». Les compagnies pétrolières et gazières sont un facteur essentiel du changement climatique et par conséquent une telle évolution compromet clairement tout éventuel résultat positif possible pour le climat. En outre, cela donne à ces entreprises un moyen facile de se soustraire à toute responsabilité concernant leurs activités commerciales. Cela est clairement illustré par l'annonce de différents géants pétroliers, comme la société italienne ENI et la société anglo-néerlandaise Shell, selon laquelle elles vont investir dans des projets de méga-plantations d'arbres pour soi-disant « compenser » les niveaux de pollution qu'elles provoquent. Ces deux entreprises sont responsables de catastrophes et de crimes environnementaux résultant de leurs activités liées aux combustibles fossiles dans de nombreuses régions du globe. (7)

La Banque africaine de développement est complice de cette stratégie. Pendant que la Banque finance ce rapport qui encourage l'expansion des plantations industrielles en Afrique comme solution climatique, elle finance au Mozambique un nouveau méga-projet d'extraction de gaz dans la province de Cabo Delgado, entrepris par un consortium d'entreprises dont ENI.

Ce rapport est une preuve supplémentaire de la manière dont les investissements des sociétés à la recherche de profit passent avant le bien-être social des populations au nom du *développement* et maintenant aussi de la *lutte contre le changement climatique*. Il n'y a pas de terres « inutilisées » ou « dégradées » disponibles à l'échelle proposée, ce qui signifie que d'innombrables personnes en Afrique seront directement et indirectement touchées si ce plan d'expansion est mis en œuvre.

Une autre carence importante du rapport est la façon dont il suppose carrément que le faible nombre actuel d'investissements dans les grandes plantations d'arbres de cette région d'Afrique est dû au

petit nombre de possibilités d'investissement disponibles. Cependant, pour les communautés et les groupes sur le terrain qui s'organisent presque quotidiennement pour s'opposer à la saisie de leurs terres et de leurs vies par ces entreprises de plantations, il est clair que leur résistance a réussi à stopper l'expansion de ces plantations dans de nombreux endroits. Et comme le dit la lettre ouverte lancée le 21 septembre, les communautés du monde entier « vont certainement résister à ce nouveau plan d'expansion insensé proposé dans l'étude de la BAD et du WWF Kenya ».

(1) BAD, CIF, WWF, Acacia Sustainable, Towards large-scale investment in African forestry, 2019
(2) Lettre ouverte sur les investissements dans les plantations d'arbres en monoculture dans les pays du Sud, en particulier en Afrique, et en solidarité avec les communautés qui résistent à l'occupation de leurs territoires, 2020
(3) Pour plus d'informations sur les luttes de résistance contre les plantations, voir ici.
(4) Acacia Sustainable Business Advisors
(5) Groww, Equity Mutual Funds
(6) REDD-Monitor, How WWF and the African Development Bank are promoting land grabs in Africa, 2020 ; L'expansion des plantations d'arbres sur les territoires paysans du corridor de Nacala : Green Resources au Mozambique, 2018 ; Bulletin du WRM, Green Resources au Mozambique : Encore d'autres fausses promesses !, 2018 ; Bulletin du WRM, Le colonialisme du carbone : l'échec du projet de compensation de carbone de Green Resources en Ouganda, 2018 ; Bulletin du WRM, Tanzanie : résistance communautaire aux plantations d'arbres en monoculture, 2018 ; et Bulletin du WRM, The farce of « Smart forestry »: The cases of Green Resources in Mozambique and Suzano in Brazil, 2015.
(7) REDD-Monitor, NGOs oppose the oil industry's Natural Climate Solutions and demand that ENI and Shell keep fossil fuels in the ground, 2019